

Déclaration et pétition en ligne en soutien aux étudiants réprimés en Chine continentale

mardi 13 février 2018, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 24 janvier 2018).

Présentation par l'Union syndicale Solidaires (2 février 2018)

Le texte qui suit, dont est notamment signataire la centrale syndicale indépendante HKCTU (Hong Kong Confederation of Trade Unions), exprime son entière solidarité avec les étudiants et anciens étudiants du continent poursuivis et placés en détention pour avoir organisé de simples discussions au sein de l'espace universitaire.

C'est là une position constante de HKCTU, organisation syndicale, indépendante du pouvoir colonial britannique en place jusqu'en 1997, puis du pouvoir de Pékin à qui ce territoire a été rétrocédé en 1997.

Depuis sa fondation en 1990, HKCTU s'est en effet toujours simultanément battue non seulement pour les droits des salarié-es et de la grande majorité de la population, mais également pour les libertés démocratiques. Et cela à Hong Kong comme sur le continent.

Les organisations ayant participé à l'écriture ce texte partagent cette même orientation.

Tout cela n'empêche pas les signataires d'exprimer longuement leurs désaccords politiques avec certaines des positions défendues par les étudiants réprimés qui se réclament du maoïsme.

La pétition en ligne accompagnant ce texte est disponible en ligne à l'adresse suivante : <https://sites.google.com/lsd.org.hk/leftyouth>

Le 5 novembre 2017, un groupe de discussion organisé par des étudiants et jeunes diplômés de l'IUT de la province du Guangdong, a subi la répression de la police locale.

Six participants ont été interpellés, dont Ye Jianke and Zhang Yunfan qui ont par la suite été placés en détention et suspectés d'avoir commis des actes criminels.

Zhang Yunfan a tout d'abord été accusé d'implication « d'activités économiques illégales », puis emprisonné au centre de détention de Panyu pour « rassemblements visant à déstabiliser l'ordre social ».

La police a également fait irruption au domicile de Zheng Yongming et Sun Tingting, des militants de défense des droits des salariés, faisant également partie des organisateur du groupe d'étude. Elle les a également placés en détention, respectivement le 5 et le 8 décembre.

Dans une lettre ouverte datée du 15 janvier 2018, Zhang Yunfan mentionnait que les « évènements » du 4 juin 1989 (voir note) avaient été abordés lors de réunions du groupe d'étude.

Cette lettre ouverte révélait également que ces quatre personnes (Zhang Yunfan, Ye Jianke, Zheng Yongming et Sun Tingting) avaient été libérées sous caution en attendant d'être jugées.

Cependant, quatre autres personnes (Xu Zhongliang, Huang Liping, Han Peng et Gu Jiayue) sont

toujours suspectées d'activités criminelles.

Ces affaires ont fait l'objet de l'attention d'un large public.

Le mois dernier, plus de 400 universitaires, étudiants et militants sociaux, faisant partie d'un large spectre de sensibilités politiques, ont lancé une pétition de soutien à Zhang Yunfan et ses camarades.

Placé en détention et soumis aux menaces de la police, Zhang Yunfan a dû faire des compromis.

Mais la lettre ouverte écrite après sa libération a démontré qu'il est resté fidèle à ses convictions en y racontant la vérité et en faisant connaître publiquement son expérience.

Simultanément, Sun Tingting et Zheng Yongming se sont également exprimés par écrit contre l'action de la police.

Leurs déclarations publiques contre la répression, ainsi que le soutien que leur ont apporté des personnes ayant des positions idéologiques différentes, démontre le courage des citoyens chinois s'exprimant publiquement en dépit du climat politique de plus en plus oppressif existant en Chine.

La détention injustifiée de Zhang Yunfan et de ses camarades ne porte pas seulement atteinte à leur droit d'organiser sur le campus des groupes d'études ainsi que leur intérêt pour le monde du travail. Elle constitue également une menace pour la liberté d'expression et d'autres droits civiques fondamentaux de l'ensemble des citoyens chinois.

Si une simple discussion en groupe sur les problèmes sociaux est si brutalement réprimée, est-il encore possible pour des citoyens ordinaires (en particulier pour des ouvriers et des paysans) de jouir de la liberté de parole et d'autres droits de ce type ?

Leur est-il encore possible de défendre leur droit à la liberté d'expression et d'association ?

Zhang Yunfan et Zheng Yongming se réclament de gauche restée « loyale envers la classe ouvrière, et ayant foi dans le marxisme », et ils montrent une véritable compassion envers les travailleurs et les dominés.

En plus d'organiser des groupes de discussion, d'autres jeunes orientés à gauche ont participé à la réalisation d'une enquête récemment publiée sur les conditions de travail de salariés non-enseignants de l'Université de Pékin, ainsi que d'autres activités sociales visant à « aider les salariés et les paysans les plus démunis à vivre dans la dignité ».

Dans la Chine d'aujourd'hui, leur préoccupation constante du bien-être des plus démunis, et leur positionnement critique face à l'injustice sociale est quelque chose de rare et respectable.

Le fait qu'ils soient réprimés de cette façon est révélateur de la façon dont l'actuel pouvoir chinois s'en prend à la classe ouvrière.

Nous défendons la liberté d'expression de Zhang Yunfan et de ses camarades, et nous protestons contre leur arrestation et leur mise en détention, et cela sans être nécessairement d'accord avec les perspectives maoïstes dans lesquelles ils croient.

Nous n'approuvons pas, par exemple, la position de certains maoïstes sur la façon de gouverner de Mao, et leur vision rétrograde de la démocratie.

Nous pensons que ceux qui se réclament de la gauche devraient :

- se battre en faveur d'un système authentiquement démocratique dans lequel la classe ouvrière agit pour la mise en place d'un pouvoir politique basé sur la liberté politique (incluant la liberté de former différents partis politiques),
- en finisse avec le despotisme de la classe capitaliste et de la bureaucratie étatique, pour mettre progressivement en place une société véritablement égalitaire et pacifique, sans distinction de classe et exploitation.

Nous sommes ouverts à débattre des positions maoïstes ou même à présenter nos critiques envers elles.

Mais nous sommes vigoureusement opposés au refus d'accorder à quiconque le droit de débattre des problèmes sociaux et d'exprimer librement ses opinions politiques.

Nous demeurons respectueux des étudiants de gauche et de la jeunesse en général, qui persistent à défendre le bien-être des masses dans ce régime autoritaire et qui continuent à souffrir de cet incident.

La démocratie réelle et le socialisme ne seront pas obtenus sans la liberté d'expression et les autres libertés civiques.

Nous attirons l'attention des citoyens de Hong Kong et de Taïwan sur l'évolution des ces événements. La solidarité trans-régionale avec les étudiants et les travailleurs de Chine continentale luttant pour la liberté politique est de la plus grande importance pour mettre fin à l'oppression de l'ensemble des citoyens par le régime communiste chinois, ainsi qu'avec les menaces pesant sur les libertés civiques dans toutes ces régions.

Organiser des groupes de discussion n'est pas un crime. Discuter du mouvement du 4 juin 1989 (voir note) n'est pas un crime.

L'oppression n'est pas justifiable.

Nous demandons avec vigueur :

- L'abandon sans condition des accusations concernant Zhang Yunfan, Sun Tingting, Zheng Yongming et Ye Jianke ;
- L'arrêt des investigations concernant Han Peng et Gu Jiayue ;
- L'obtention immédiate de la liberté d'expression et de publication dans l'ensemble du pays ;
- La libération de tous les prisonniers politiques .
- L'interdiction des emprisonnements illégaux qui répriment la liberté d'expression, de façon à ce que chacun puisse jouir du droit d'exprimer librement son point de vue ;
- L'obtention immédiate de la liberté d'association, de façon à ce que les travailleurs aient la possibilité de s'organiser sans surveillance ni contrôle ;
- La fin du règne du parti unique qui doit être remplacé par la libre compétition entre partis politiques s'organisant de façon indépendante ;
- La mise en place d'une entité représentative de l'ensemble des citoyens, élue au suffrage universel ;
- Un système politique démocratique et un système juridique fonctionnel permettant de protéger les droits civiques de tous les citoyens ;
- Des sanctions disciplinaires pour le bureau de police de Panyu pour avoir illégalement détenu Zhang Yunfan et ses camarades ;
- La résolution des problèmes sociaux et une société plus juste.

(Traduction de l'anglais, AB)

Note :

Entre avril et début juin 1989, des manifestations monstres ont eu lieu à Pékin, puis dans d'autres villes. Elles demandaient notamment des réformes politiques et démocratiques.

Le 4 juin à Pékin, l'armée a tiré sur la foule, occasionnant un grand nombre de morts. La loi martiale a été proclamée, et une répression implacable s'est abattue sur le pays.

(Union syndicale Solidaires)

P.-S.

https://solidaires.org/IMG/pdf/2018-01-24_pe_tition_e_tudiants_re_prime_s_en_chine.pdf?12951/b0363f9b22295738354525507bebe00beca65eed

Version originale en mandarin et en anglais :

<http://en.hkctu.org.hk/mainland-china/press-release-and-statement-cn/online-petition-in-support-of-chinese-leftwing-activists-detained-for-organising-a-reading-group>